Document generated on 07/17/2025 7:59 p.m.

Recherches sociographiques

Montréal au XIXe siècle: conformité et originalité par rapport au modèle occidental de croissance urbaine

Marcel Bellavance

Volume 34, Number 3, 1993

Montréal Laboratoire d'urbanité

URI: https://id.erudit.org/iderudit/056794ar
DOI: https://doi.org/10.7202/056794ar

See table of contents

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)
1705-6225 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Bellavance, M. (1993). Montréal au XIXe siècle: conformité et originalité par rapport au modèle occidental de croissance urbaine. *Recherches sociographiques*, *34*(3), 395–416. https://doi.org/10.7202/056794ar

Article abstract

A comparative analysis of urban industrialization in the Occident in the XIXth Century serves as a basis for the identification of a general model of urban growth that is applicable to Montraal.

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1993

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

MONTRÉAL AU XIXe SIÈCLE: CONFORMITÉ ET ORIGINALITÉ PAR RAPPORT AU MODÈLE OCCIDENTAL DE CROISSANCE URBAINE

Marcel BELLAVANCE

D'une analyse comparative de l'industrialisation urbaine en Occident au XIXe siècle, on parvient à dégager un modèle général de croissance urbaine applicable au cas montréalais.

L'histoire comparative est source d'interrogation et de compréhension ; en effet, elle nous décentre par rapport à notre objet d'analyse et nous inscrit dans l'universel. «Quelqu'un qui ne regarde pas à côté est un danger public», disait Jacquart à l'occasion de la parution de son dernier livre (JACQUART, 1993). Ce jugement quelque peu excessif ne s'appliquerait-il pas à la recherche historique pour laquelle regarder largement est impératif ?

Qui oserait nier le rapport entre l'urbanisation et l'industrialisation montréalaises au XIXe siècle et l'industrialisation urbaine en Occident ? L'historiographie québécoise ou canadienne nous a pourtant peu habitués à cette mise en perspective. C'est ainsi que la rébellion de 1837 au Bas-Canada, souvent privée de son rattachement au grand mouvement libéral et nationaliste du XIXe siècle, a pu être réduite à une simple aventure politicienne, et que l'interprétation de la crise de la conscription de 1917 ignore généralement les attitudes comparables dans les autres colonies de l'Empire et l'opposition à la même mesure en Angleterre.

En histoire montréalaise, les enjeux sont évidemment moins émotifs et politiques que dans les deux exemples précédents, mais cela n'explique pas que l'approche comparative, sans être totalement absente, y semble exceptionnelle. Ainsi, la plus récente bibliographie sur Montréal, pourtant intitulée *Clés pour l'histoire de Montréal* (BURGESS *et al.*, 1992), ne contient aucune référence aux grands ouvrages de l'histoire urbaine.

Recherches sociographiques, XXXIV, 3, 1993: 395–416.

La vision large, dont parlait Jacquart, est mon point de départ et explique le sens de cet article qui propose un profil croisé de la croissance urbaine en Occident et à Montréal à l'âge industriel. Montréal se conforme-t-elle à un modèle général ? Les éléments de conformité et d'originalité seront mis en évidence et expliqués à la lumière de l'historiographie existante et de résultats partiels de ma recherche sur Montréal au XIXe siècle.

I. *Le modèle de croissance en Occident*

Un grand nombre d'études ont mis en évidence les traits caractéristiques de la croissance urbaine occidentale et en ont fait une sorte de modèle. Dans l'ensemble Montréal a évolué selon ce modèle, nous allons le montrer en regard de la démographie, de la dynamique d'agglomération et de la différenciation spatiale.

a. *La croissance démographique*

L'urbanisation fait référence non seulement à la prolifération des villes sur un territoire national mais surtout à l'extraordinaire poussée démographique que connaissent un grand nombre d'entre elles. Ce phénomène propre au XIXe siècle est lié principalement à la révolution industrielle. Ne représente-t-il pas également le renversement radical d'une tendance millénaire selon laquelle la population européenne oscilla continûment entre deux bornes infranchissables qui lui servaient en aval de seuil et en amont de plafond ? Durant cette période, en effet, la croissance des populations est ponctuée périodiquement de crises qui en interrompent brutalement l'évolution. Guerres et épidémies, selon un rythme impitoyable et meurtrier, ont eu tendance à ramener le chiffre des populations vers leur seuil minimal. Cette inexorable et périodique purgation démographique a pu représenter parfois une perte de la moitié des habitants d'un pays. À l'occasion de la grande peste du milieu du XIVe siècle, le tiers de la population européenne fut ainsi décimée. Dans ce contexte, la population de la France bascula régulièrement de 20 à 10 millions ; celle de l'Angleterre n'atteindra pas les 8 millions d'habitants avant le XVIIIe siècle. Sous l'Ancien régime, un pays ne pouvait supporter que le nombre d'individus qu'il avait la capacité de nourrir (GOUBERT, 1969).

Au XVIIIe siècle, grâce aux progrès réalisés en agriculture et en médecine, le mouvement de croissance démographique put poursuivre sans interruption sa courbe ascendante au-delà du plafond atteint dans les siècles antérieurs. Cette nouvelle tendance affecta favorablement les villes dont le développement était déjà fortement stimulé par la révolution industrielle. L'embauche dans les manufactures de milliers de personnes qu'une campagne désormais surpeuplée ne pouvait plus nourrir a tant fait augmenter le nombre des citadins que le taux de croissance urbaine dépassa celui des campagnes. Ce fut l'amorce d'un extraordinaire mouvement de longue durée qui provoqua, à la veille de la Première guerre mondiale, ce que Henri Lefebvre appelle

«le basculement de la société rurale vers la société urbaine» (LEFEBVRE, 1970). Quelques exemples illustrent bien l'ampleur du phénomène. De 19 millions d'habitants qu'elles comptaient en 1800, les villes européennes passèrent à 130 millions en 1910 (PINOL, 1991, p. 3). Vers 1800, une seule ville anglaise avait une population de plus de 100 000 habitants; en 1880, il y en aura 24 et en 1910, 39. La France en dénombrait 18 en 1811, et 46 cent ans plus tard. Aux États-Unis, aucune ville n'atteignait ce niveau en 1810; en 1870, il y en aura 42 et, en 1910, 48 (PINOL, 1991, p. 42). Au Canada, en 1800, Montréal compte 15 000 habitants; sept décennies plus tard, elle franchit le cap des 100 000.

Les premières années du XIXe siècle représentent donc les débuts d'une croissance à long terme observable en Europe, aux États-Unis et au Canada (HOHENBERG et LEES, 1992, p. 26; PINOL , 1991, p. 3; BAIROCH, 1985, p. 287-288). Cette extraordinaire croissance se serait «concentrée dans les capitales régionales et nationales» (HOHENBERG et LEES, 1992, p. 283) comme Paris, Londres, Berlin, Liverpool, Lyon, New York, etc., connues dans la période antérieure pour leur dynamisme économique.

Montréal appartiendrait à ce groupe. Ne poursuit-elle pas elle aussi sa progression commencée déjà sous le Régime français, en tant que pôle convergent de tout le développement économique canadien? La conquête britannique ne changera rien à cela; au contraire, elle en fera même la capitale économique de ce que les historiens appellent l'Empire du Saint-Laurent. C'est vers Montréal qu'affluent en effet, non seulement les nouveaux capitalistes mais aussi les travailleurs des régions rurales et de l'étranger. Entre 1825 et 1881, grâce à l'industrialisation surtout, la population de la ville augmenta de 524% (ROBERT, 1977, p. 105). En 1871, elle atteignait déjà 107 225 habitants, soit 9% de la population québécoise; cette proportion passa à 16,2% en 1901, sans compter la banlieue qui, elle aussi, se développait rapidement. Au début du siècle, la ville et sa banlieue abritaient 19,7% de la population québécoise (LINTEAU, 1992, p. 40-41).

Avec la croissance démographique des villes au XIXe siècle apparaît une réalité nouvelle: l'*agglomération*, c'est-à-dire «la ville et sa banlieue» (BAIROCH, 1989, p. 291). La banlieue se présente alors, à la fois comme un espace disponible et libre de toute contrainte pour l'implantation de nouvelles industries et, comme un site tranquille, salubre et champêtre de résidences spacieuses pour la bourgeoisie capitaliste (MUMFORD, 1964, p. 607-608; RONCAYOLO, 1982, p. 111s.). La morphologie de la ville industrielle qui se dessine peu à peu en permet une perception novatrice. Elle est vue désormais comme «espace de circulation» entre ses parties (DUBY, 1983, p. 159). Déjà Cerda au siècle dernier dans son étude pionnière sur Barcelone avait quasiment ramené l'urbain aux deux fonctions fondamentales de mouvement et de séjour (CERDA, 1979, p. 26). Mumford voyait de son côté dans «la grande avenue linéaire où passe la circulation, un élément caractéristique de la cité commerciale du XIXe siècle» (MUMFORD, 1964, p. 539). Évoquant comment les bourgeois de Manchester pouvaient circuler de leur quartier cossu à la *city* sans même apercevoir

l'espace ouvrier, Engels en fit également une illustration saisissante (ENGELS, 1973, p. 86).

Qu'en est-il de Montréal à cet égard? À peu près à la même époque que celle étudiée par les auteurs précédents, l'agglomération montréalaise ne se constitue-t-elle pas grâce au développement spectaculaire du site industriel du Canal de Lachine et des îlots *fashionables* et verdoyants de la partie nord du quartier Saint-Antoine? L'étalement dans l'espace de la nouvelle agglomération modifie en profondeur la morphologie de la ville qui a tendance désormais à privilégier les grands axes de circulation pour faciliter les déplacements qui s'allongent. Montréal, écrit pertinemment Jean-Claude Marsan, se développe selon deux axes de circulation et de croissance, l'un démographique symbolisé par la rue Saint-Laurent, l'autre économique représenté par le front du fleuve, les rues Notre-Dame, Saint-Jacques ou Sainte-Catherine (MARSAN, 1974, p. 163).

Montréal n'échapperait donc pas au modèle de développement des villes industrielles mis en évidence par CERDA et MUMFORD.

b. *Aspects typiques de l'agglomération urbaine*

La formation de l'agglomération et de l'espace de circulation est la première à se manifester parmi les nombreux aspects typiques de la ville industrielle. Selon Lewis Mumford, l'*usine*, la *voie ferrée* et le *taudis* sont certainement les plus importants de ces aspects typiques, proposition que n'auraient pas reniée la plupart des auteurs qui se sont intéressés à l'industrialisation urbaine. L'usine située généralement «le long des cours d'eau ou en bordure des voies ferrées» constitue «le noyau de cette forme nouvelle»: l'agglomération (MUMFORD, 1964, p. 574, 577). Hohenberg et Lees insistent, quant à eux, sur le rôle essentiel du chemin de fer dans «le regroupement des ressources... et leur transport là où se trouve la main-d'œuvre», dont les conditions de vie sont presque toujours atroces (HOHENBERG et LEES, 1992, p. 262). Quant à la vie dans les taudis, ce n'est qu'une facette de l'existence d'un prolétariat dont l'apparition est une conséquence directe —sinon une autre caractéristique typique— de l'industrialisation, tout comme «la création d'une bourgeoisie de plus en plus restreinte de capitalistes». (HOBSBAWM, p. 10-11; LEDRUT, 1968, p. 40-41; RAGON, 1986, p. 22; DUBY, 1983, p. 74-75).

L'évocation de ces trois éléments typiques fondamentaux nous entraîne tout naturellement vers les fonctions des villes à l'âge industriel qui, elles aussi, évoluent. Retenons à ce propos la classification proposée par Hohenberg et Lees. Ces derniers classent les villes européennes selon qu'elles exercent ou non les activités suivantes: «l'industrie ou l'activité minière, le transport sur voie d'eau ou sur rail et les activités de service y compris l'administration et le commerce» (HOHENBERG et LEES, 1992, p. 302-303). Toutes les villes devraient normalement se retrouver quelque part dans cette classification, les métropoles cumulant la plupart de ces fonctions. À Montréal, ces fonctions typiques des métropoles se sont effectivement développées: l'industrie

évidemment, particulièrement sur le Canal de Lachine, mais aussi le transport sur voie d'eau ou sur rail —Montréal est au cœur de tout un réseau de circulation maritime et ferroviaire—; enfin l'administration et le commerce— la vieille ville regroupe les sièges sociaux des plus grandes institutions financières du pays.

Les fonctions nouvelles de ces villes introduisent des différences spatiales et sociologiques. Mentionnons la tendance à la concentration des bureaux et des services dans « l'ancien centre historique qui se dépeuple » au profit de l'agglomération et la dissociation de plus en plus fréquente des lieux de résidence et de travail (LEDRUT, 1965, p. 148-149). Une seconde tendance est donc l'unifonctionnalité : la prédominance dans l'espace de certaines fonctions, soit le travail, la résidence et les services. L'espace résidentiel est peut-être le plus exemplaire. L'unifonctionnalité n'y était pas synonyme d'uniformité, car les secteurs résidentiels devinrent, à leur tour, de plus en plus différenciés : des quartiers riches s'édifièrent parallèlement aux quartiers pauvres et « mauvais », souvent, sans qu'on puisse bien se l'expliquer, à l'ouest de la ville. La population urbaine se répartit donc selon la classe mais également selon la profession et l'ethnie (LEFEBVRE, 1970, p. 124; PINOL, 1991, p. 181-183; ZUNZ, 1983, p. 58-59; OLSON, 1989; ROBERT, 1977). Cette différenciation qui va globalement du « ghetto vert pour l'élite » au ghetto mortifère pour l'ouvrier entraîne une autre tendance : la hiérarchisation de l'espace social (PINOL, 1991, p. 181-183; WESTLEY, 1990). Dans sa préface de l'édition française de *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Hobsbawm écrit qu'une des conséquences sociales de l'industrialisation est « la création d'une bourgeoisie de plus en plus restreinte de capitalistes tandis que se développe le prolétariat » (HOBSBAWM, p. 10-11). En effet, en Angleterre, première puissance économique et militaire mondiale, la population se répartissait, entre 1885 et 1889, de façon très inégale entre très riches bourgeois et pauvres ouvriers de tout genre, constituant le prolétariat. Les premiers représentaient à peine 3,2 % de la population alors que les seconds comptaient pour 86,9 %.

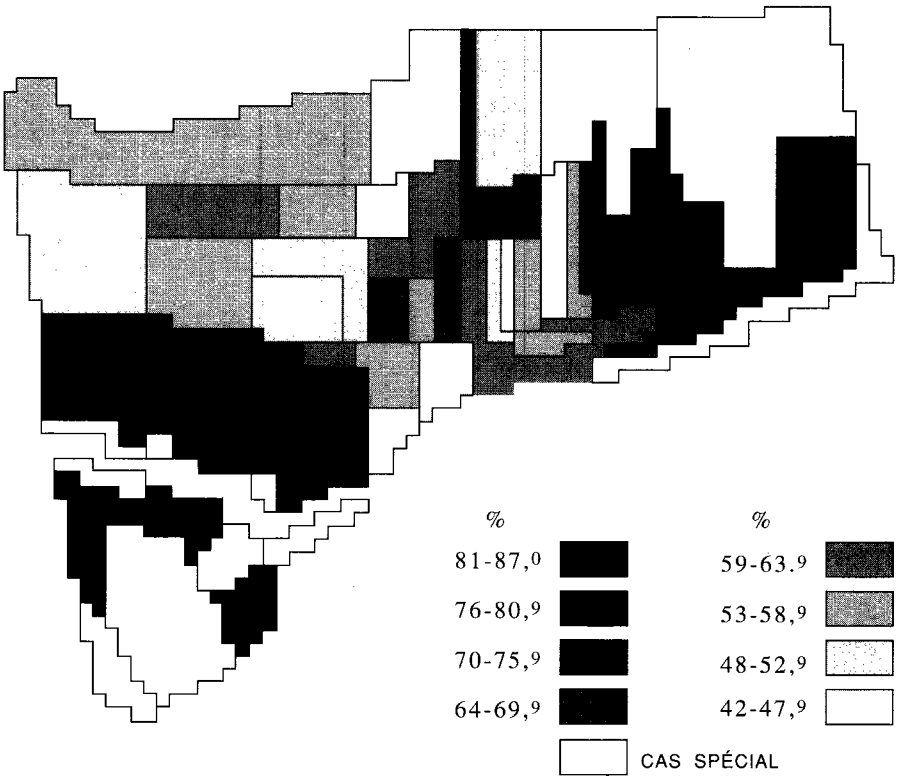
L'espace bourgeois et l'espace ouvrier à Montréal

La polarisation bourgeoisie-prolétariat à laquelle fait allusion Hobsbawm existait presque dans les mêmes proportions à Montréal en 1871 où les prolétaires représentaient jusqu'à 87 % de la population active dans plusieurs quartiers de la ville (BELLAVANCE, 1980, p. 373). Elle est aussi très fortement inscrite dans l'espace urbain lui-même comme on peut le constater à l'examen des figures 1 et 2 qui montrent, dans un cas l'espace habité par les travailleurs et, dans l'autre, les îlots[1] bourgeois du quartier Saint-Antoine où vivait aussi une domesticité nombreuse composée, entre autres, de servantes, gouvernantes, nurses, *grooms*, *butlers*, con-

1. Comme il s'agit ici d'une analyse spatiale, nous parlerons d'îlots plutôt que de secteurs de recensement.

FIGURE 1

Répartition des prolétaires dans les 63 îlots de recensement de Montréal, 1871 (pourcentage)



SOURCE: Recensement nominatif de 1871.

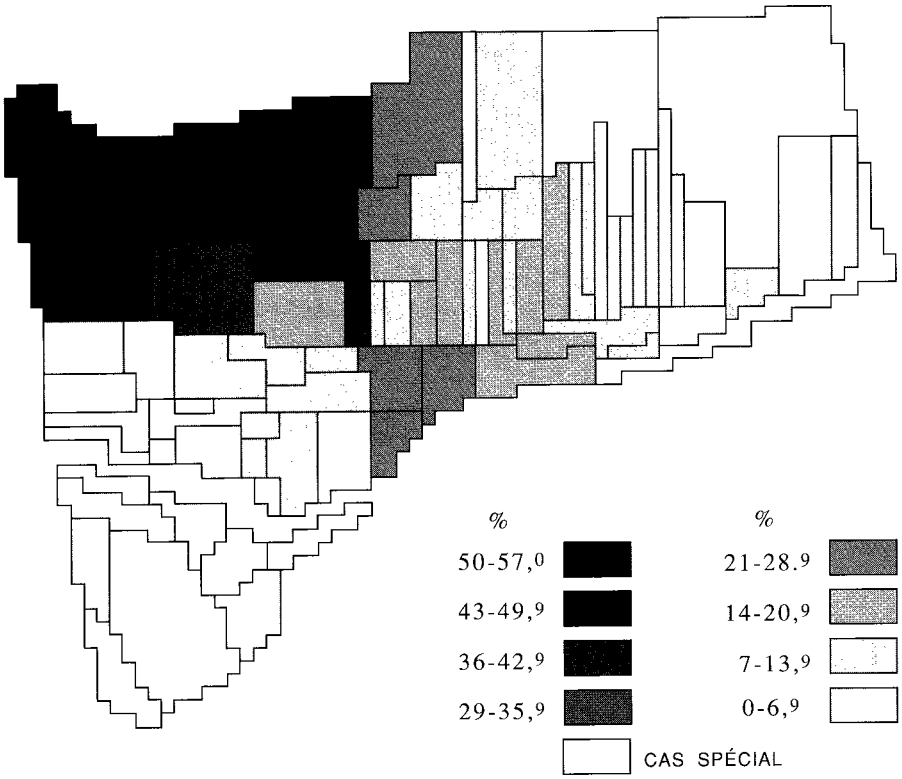
cierges, cuisiniers, ménagères à l'emploi de riches Anglais et Écossais dont la vie et l'esprit de ghetto dans leur *Golden Square Mile* ont été fort bien décrits par Margaret Westley (WESTLEY, 1990).

L'apparition d'un espace bourgeois éloigné du centre multifonctionnel a été observée dans la plupart des villes industrielles de l'époque. On a moins insisté cependant sur le fait que cela suggérait l'existence d'une ségrégation. Celle-ci, à Montréal, fut à la fois sociale et ethnique de façon originale et durable parce qu'elle était le résultat d'un impérialisme, contrairement au modèle américain où l'association entre les deux finit par disparaître dans le *melting pot* (ZUNZ, 1983).

À Montréal, en effet, à l'instar de la colonie dont elle était la métropole (le Canada est une colonie britannique jusqu'en 1931), deux sociétés globales existaient,

FIGURE 2

Répartition des domestiques dans les 63 îlots de recensement de Montréal, 1871 (pourcentage)



SOURCE: Recensement nominatif de 1871.

l'une anglaise, l'autre française. Dans l'ensemble du Canada, ces deux systèmes intégrateurs —auxquels renvoie l'expression «les deux solitudes»— ont évolué parallèlement de façon plus ou moins hermétique sans autre lien apparent que le lien fédéral. À Montréal, au contraire, ils devinrent presque conflictuels par l'actualisation quotidienne de leur rapport sur le mode de la dépendance. La majorité des bourgeois capitalistes, propriétaires de la plupart des usines dans lesquelles travaillait en grande partie la main-d'œuvre canadienne-française était en effet anglophone. Cette bourgeoisie, réfugiée dans le *Golden Square Mile*, étendait son hégémonie au Canada tout entier et conférait à sa communauté de référence un pouvoir intégrateur très grand.

L'implantation de ces deux sociétés sur le territoire urbain se serait faite, selon la logique des deux solitudes, dans le cas de l'anglaise à l'ouest et dans celui de la française à l'est de la rue Saint-Laurent; c'est du moins l'interprétation la plus répandue. Sherry Olson et nous-même par des approches différentes avons nuancé cette vision simpliste (BELLAVANCE, 1980, p. 367; OLSON, 1989, p. 88). L'axe Saint-Laurent n'a servi de rempart qu'à la population britannique, à une exception près, celle des familles ouvrières irlandaises qui, en 1861 et en 1871, s'étaient regroupées dans un petit îlot du quartier Sainte-Marie près de la brasserie et de la raffinerie des frères Molson. La population française n'était pas exclue que de la partie septentrionale du quartier Saint-Antoine (figure 3). Pour elle, la barrière rue Saint-Laurent n'a jamais existé. On la retrouve donc partout du sud-ouest (le Canal de Lachine et le sud de quartier Saint-Antoine) au nord-est (le quartier Sainte-Marie). La bourgeoisie francophone a suivi le mouvement. Pas assez nombreuse pour former un quartier bien à elle, elle a eu tendance à se regrouper au niveau du bloc ou de la rue, par exemple dans le sud des quartiers Saint-Louis et Saint-Jacques et, aussi, autour des rues Saint-Martin et Saint-Joseph dans la partie méridionale du quartier Saint-Antoine.

Il ne faut pas conclure trop vite cependant à l'homogénéité de chacune des sociétés comme le laisserait supposer cette partition linguistique de l'espace urbain. À l'intérieur de chacune d'elles, il y avait des différences sociales faisant que les ouvriers irlandais ne fréquentaient pas plus leurs compatriotes bourgeois anglais et écossais. La même observation vaut pour leurs concitoyens canadiens-français de la zone du Canal de Lachine et de la paroisse Saint-Pierre-Apôtre dans l'est (FERRETTI, 1992, p. 33s.).

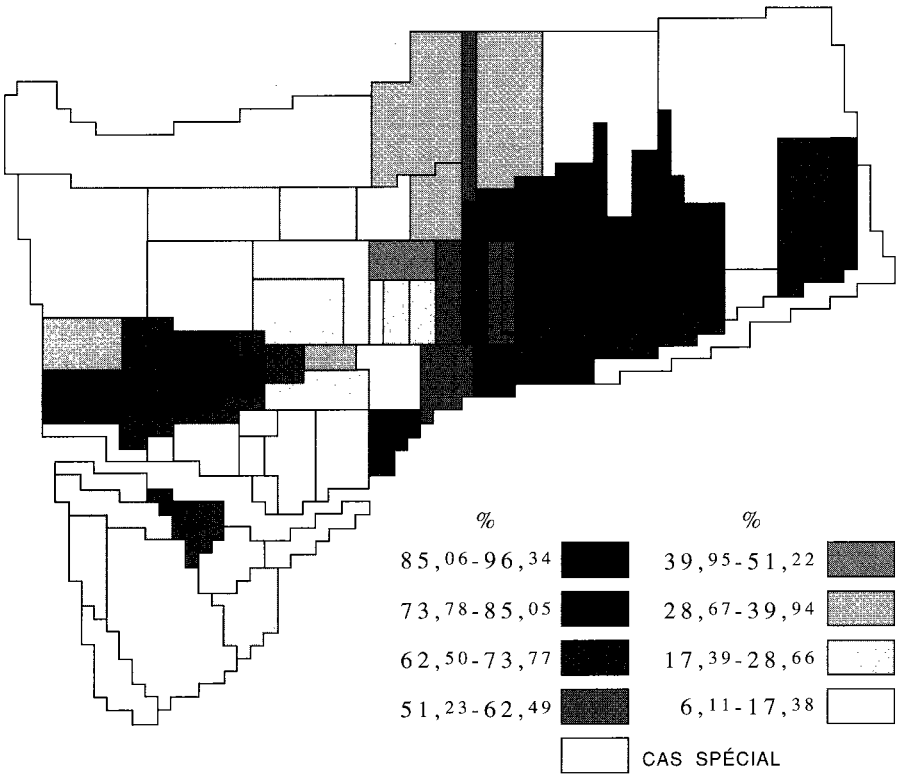
La répartition géographique des groupes sociaux et linguistiques à Montréal en 1871 correspond donc au modèle de différenciation de l'espace, apparu dans la phase d'industrialisation des villes au XIXe siècle (RONCAYOLO, 1990, p. 113s.). L'originalité du cas montréalais réside dans le fait que cette différenciation s'est effectuée à deux niveaux tout à fait perceptibles dans l'espace. Le premier niveau est horizontal, ségrégationniste: les deux groupes linguistiques ont mené chacun une vie séparée à l'intérieur du même territoire, et le second niveau est vertical, hiérarchique: chaque groupe a produit sa propre structure sociale et socioprofessionnelle. Les historiens des villes ont pris l'habitude d'identifier le premier type de différenciation à la situation américaine et le second à l'expérience européenne (LEDRUT, 1968; ZUNZ, 1983). À Montréal, ces deux modèles ont existé de façon concomitante.

c. *La ville: un espace différencié*

Dans le contexte de l'urbanisation industrielle, la ville devient primordialement «un lieu d'implantation industrielle, de rassemblement de la main-d'œuvre, de spéculation foncière sur ces marchandises que sont le sol et les logements» (LEDRUT, 1968, p. 40-41). Le laisser-faire, caractéristique de cette période où l'idéologie

FIGURE 3

Répartition de la population française dans les 63 îlots de recensement de Montréal, 1871 (pourcentage)



SOURCE: BELLAVANCE, 1980, p. 373.

libérale triomphe, a des répercussions désastreuses au sein d'une population que la valorisation du patrimoine foncier a *tassée* dans ses quartiers (DUBY, 1983, p. 111-120). Les pathologies nombreuses qui s'y développent ont scandalisé les esprits éclairés, en particulier des médecins, et ont inspiré écrivains et essayistes. Qu'on se rappelle Villermé, Zola, Hugo en France; Chadwick, Dickens, Engels en Angleterre; Cerda en Espagne; Carpenter, Ames, Helbronner à Montréal.

Cette urbanisation industrielle s'effectue sous l'impulsion d'une bourgeoisie restreinte qui se sert de la ville comme «instrument d'accumulation et de profit». (LEDRUT, 1968, p. 40-41; DUBY, 1983, p. 75; HOBSBAWM, 1969, annexes 43, 44.) L'attitude de cette bourgeoisie, insensible souvent au sort qu'elle a réservé à la population qu'elle a attirée dans les villes, soulève la question des conséquences

sociales de l'industrialisation urbaine qui, elles aussi, revêtent des traits reconnaissables universellement.

Ces conséquences sociales sont assurément multiples et généralement bien connues. Qu'il nous suffise pour les besoins de la présente démonstration de porter notre regard sur la mortalité et la question du logement : deux faits sociaux majeurs et caractéristiques du phénomène urbain du XIXe siècle.

Le caractère exemplaire de la démographie pour comprendre la dynamique urbaine ne fait pas de doute, car la mort était plus dévoreuse à la ville qu'à la campagne, et ce d'autant plus qu'on y a fait fi des principes d'hygiène pour favoriser le capital. Que ce soit en Angleterre, en France, en Allemagne et même aux États-Unis, l'écart entre les taux de mortalité des ruraux et des urbains est toujours nettement favorable aux habitants des campagnes (BAIROCH, 1985, p. 298 ; PINOL, 1991, p. 145-146 ; ENGELS, 1973, p. 151-153). Pour les historiens, la ville de l'âge industriel est un *pourrissoir*, un *mouroir*, un *cimetière de bébés*, une *ville-tombeau* (DUBY, 1983, p. 276s. ; 314s.). La mortalité y est toujours très élevée et l'espérance de vie par conséquent fort courte. Il en est ainsi à Barcelone où, entre 1836 et 1845, la mortalité moyenne était de 35,3 pour mille et dans les villes anglaises de la décennie suivante, de 24,7 pour mille. À Liverpool, l'espérance de vie des ouvriers est, en 1840, de 22 ans (ENGELS, 1973, p. 151-152). En Prusse vers 1880, celle des citadins et des ruraux est « respectivement de 30 et 39 ans ». Aux États-Unis, dans l'État du Massachusetts en 1891, elle est de 35 ans pour les habitants de la capitale, Boston, et de 41 pour les habitants de l'État (PINOL, 1991, p. 146). Un tel phénomène s'explique par le taux anormalement élevé des décès chez les enfants en très bas âge. Ainsi en Allemagne urbaine, vers 1875, la mortalité infantile est de 211 pour mille (PINOL, 1991, p. 145-146). Les villes industrielles ont ainsi été pour les millions de travailleurs qui s'y sont entassés un refuge mortel.

Montréal ferait-elle exception ? Non seulement s'inscrit-elle dans la tendance observée ailleurs mais encore, elle passe pour être la *ville de la mort* (CARPENTER, 1871). En 1875, son taux de mortalité est de 34 pour mille comparativement à 27 pour mille à New York (TÉTREAULT, 1991, p. 60s.). Dans la décennie suivante, de 200 à 290 enfants canadiens-français par mille naissances vivantes mouraient après quelques mois (TÉTREAULT, 1991, p. 65 ; THORNTON *et al.*, 1987). « En 1897, les décès d'enfants de moins de un an représentaient 43 % de toutes les mortalités survenues dans la ville » (COPP, 1978, p. 23-24). Cette surmortalité se développe en même temps que se détériorent les conditions de vie des populations ouvrières et qu'augmente leur entassement dans les quartiers.

Cerda déjà avait fait cette observation à propos de Barcelone où « le coefficient d'entassement de la population était toujours proportionnel à celui de la mortalité » (LOPEZ de ABERASTRURI, dans CERDA, 1979, p. 15). La même corrélation a pu être établie à Montréal par un contemporain de Cerda, le docteur Desroches, auteur en 1888 d'un *Traité élémentaire d'hygiène privée* (TÉTREAULT, 1991, p. 111s.). L'analyse statistique vient confirmer aujourd'hui le diagnostic du médecin mon-

tréalais. Les taux de mortalité étaient plus élevés dans les quartiers à forte concentration démographique et habités par les ouvriers canadiens-français ou irlandais (BELLAVANCE, 1980, p. 368s.; TÉTREAULT, 1991, p. 65s.).

La démographie urbaine fait partie du modèle d'urbanisation industriel en Occident dont nous parlions plus haut; elle est donc «spécifique... du début de la révolution industrielle aux années 1920-1950» (BAIROCH, 1985, p. 298). Cette spécificité tient en bonne partie à la surmortalité infantile attribuable aux conditions environnementales. Ces conditions nous renvoient à la question du logement. Croissance urbaine, spéculation foncière, surpeuplement, sous-location, taudis: autant de facettes de ce qu'il est convenu d'appeler la crise du logement. Cette dernière n'est-elle pas un corollaire de l'avènement de la civilisation industrielle au même titre que la naissance du prolétariat urbain? (RAGON, 1991, p. 11.)

La crise du logement a entraîné par exemple le surpeuplement dans les quartiers ouvriers. «En ville, le logement vire au taudis par suite du surpeuplement» (DUBY, 1983, p. 545). La petite taille des logements en est, on s'en doute bien, en partie responsable. Car, tombée entre les mains de spéculateurs, l'habitation fut «subdivisée en cellules» pour reprendre l'expression de Cerda. Chaque famille, toujours selon ce dernier, «a dû se contenter de deux ou trois pièces, parfois d'une seule, pour tous les actes de la vie» (CERDA, 1979, p. 143). Au tournant du siècle, la situation en Europe est la suivante: 58 % des logements en Écosse ont deux pièces ou moins; 53 % à Lyon; 80 % à Berlin; 40 % à Munich (PINOL, 1991, p. 124).

Logements petits, superposés dans des maisons étroites, alignées en rangs serrés sur la rue, sans autre ouverture vers l'extérieur que les rares fenêtres de la façade et de la cour étouffante. Cette description revient comme un leitmotiv autant chez les urbanistes que chez les historiens. Jean-Claude Marsan fait de l'habitat ouvrier montréalais au XIXe siècle la description suivante:

> on remarque qu'il s'y trouve souvent deux maisons par largeur de lot, ce qui donne à chacune une largeur de 23,5 pieds, dimension très voisine donc, de celle qui deviendra standard dans tout Montréal pour ces types d'habitations... La rue de Sébastopol... peut être considérée comme typique, avec son morne alignement d'habitations en brique, à deux étages, avec logements superposés, de deux pièces de profondeur. Ces habitations sont toutes identiques, laissant ainsi supposer qu'elles furent construites par un même entrepreneur (MARSAN, 1974, p. 268).

La situation est comparable à Saint-Augustin, quartier ouvrier de la banlieue montréalaise où, en 1875, des familles «de sept personnes et plus» en moyenne pouvaient «disposer de 2 à 4 pièces... selon leurs moyens», logements dont elles n'étaient jamais vraiment satisfaites puisqu'une famille sur deux n'y restait jamais plus d'un an (LAUZON, 1986, p. 107, 168; 1992, p. 138). Lucia Ferretti a remarqué le même comportement dans la paroisse Saint-Pierre-Apôtre. Sur deux rues témoins de la paroisse, écrit-elle, «au moins un Saint-Pierrais sur deux semble avoir quitté en 1872 le logement qu'il occupait l'année précédente» (FERRETTI, 1992, p. 22). Ces observations rejoignent en partie celle du chroniqueur de *L'Opinion publique* qui

ajoutait cependant un début d'explication : l'existence de pratiques spéculatives chez les propriétaires et l'instabilité financière chez les locataires.

> On ne voit partout sur la façade des maisons à Montréal que des affiches avec ces deux mots significatifs : à louer... Ces pauvres propriétaires, ils vont être obligés de payer les gens pour rester dans leurs maisons ; pour dire la vérité, il est juste que les locataires aient leur tour, il y a assez longtemps qu'ils paient. (*L'Opinion publique*, 12 février 1870.)

> Le jour du déménagement est arrivé... Les personnes qui se plaisent dans les changements de demeure, qui roulent toute leur vie sans amasser de mousse sont bien vite connues ; on les entend rire aux éclats et un gros chaudron ne leur pèse pas au bout des bras. D'autres sont tristes et honteuses ; une main, dure peut-être, les repousse et les force d'aller chercher un gîte ailleurs. On nous dit que des rues entières sont en train de faire peau nouvelle. (*L'Opinion publique*, 4 mai 1871.)

Spéculation, pauvreté, instabilité de l'emploi, chômage, logements inconfortables, trop chers, trop petits ou trop peu nombreux dans certains quartiers, autant de regards portés sur la question du logement et, partant, sur la croissance de Montréal. L'industrialisation urbaine portait-elle partout cette tendance au nomadisme ? À quel point le nomadisme montréalais s'apparente-t-il à ce que Zunz qualifie de « prolétariat flottant » quand il examine les comportements des familles ouvrières de Boston entre 1830 et 1860 (GERMAIN, 1984, p. 13)[2] ?

La sous-location apparaîtrait aussi en même temps que la spéculation foncière (PINOL, 1991, p. 199s.) et la mouvance ouvrière. Elle a existé en Europe comme aux États-Unis. Partout où cette pratique s'est répandue, elle a été réprouvée avec vigueur parce que l'opinion bien pensante y voyait une atteinte aux bonnes mœurs (DUBY, 1983). À Montréal, la sous-location serait un phénomène marginal selon Lauzon, malgré le fait qu'il ait été dénoncé dans la presse locale et à la *Commission royale d'enquête sur le capital et le travail* (LAUZON, 1992, p. 99)[3].

Ces caractères communs de l'habitat ouvrier et ces comportements répandus dans plusieurs villes industrielles du XIXe siècle, dont Montréal, renforcent l'hypothèse d'un modèle de développement ou de croissance urbaine propre à l'Occident. Il faudrait y inclure l'architecture ouvrière et celle de la grande bourgeoisie, laquelle n'est souvent que pastiche et décor.

---

2. Citant ZUNZ, A. GERMAIN note également que, « entre 1830 et 1860, la moitié de la population » de Boston « disparaissait et était remplacée pratiquement tous les deux ans ».

3. Bettina Bradbury a évalué quant à elle à 30 % environ la cohabitation de plus d'une famille dans un même logement à Montréal en 1871 (BRADBURY, 1983) ; pourcentage beaucoup trop élevé selon Gilles Lauzon qui a étudié le phénomène dans le village de Saint-Augustin en banlieue montréalaise (LAUZON, 1986). Cette surévaluation proviendrait d'une mauvaise lecture du recensement nominatif de 1871. Il nous paraît aussi que le sondage effectué par l'auteur ne soit pas toujours représentatif à cause du regroupement possible de familles élargies dans un espace particulier et du petit nombre de familles retenues.

II. *Un cas original de différenciation spatiale et socioprofessionnelle : Montréal en 1871*

La conformité de Montréal au modèle occidental n'est pas absolue : l'analyse de la répartition spatiale des catégories socio-économiques et professionnelles révèle un type particulier de ségrégation.

a. *L'espace socioprofessionnel*

La structure globale de l'espace socio-économique de Montréal en 1871 (figure 4) rend compte à elle seule de la civilisation urbaine nouvelle. Tout y est : d'une part la ville bourgeoise consommatrice d'espace quoique peu peuplée, d'autre part la ville ouvrière petite malgré qu'elle compte pour plus de 80 % de la population urbaine ; entre les deux, une classe moyenne embryonnaire.

L'espace bourgeois comprend *grosso modo* la vieille ville, appelée aussi espace institutionnel et une bonne partie du quartier Saint-Antoine, nommé par opposition, espace résidentiel. Chacun de ces espaces a un profil unique à Montréal. Le premier est multifonctionnel du fait de l'équilibre presque parfait entre cinq grands groupes d'occupations à savoir, les travailleurs, les employés et les commis à l'emploi de l'entreprise privée, les manœuvres, les domestiques et les patrons ; il s'étend essentiellement à la vieille ville historique où ces multiples fonctions institutionnelles, résidentielles et marchandes coexistent. C'est là que les pouvoirs s'exerçaient surtout, là que les échanges commerciaux et bancaires s'effectuaient.

Le second espace bourgeois lui est complémentaire : l'espace résidentiel, en effet, se définit par le poids dominant des grands bourgeois, en particulier les patrons du commerce (marchands, banquiers, négociants) et se reconnaît à l'omniprésence des domestiques et des personnes de service qui comptent de 35 % à 56 % de la population active.

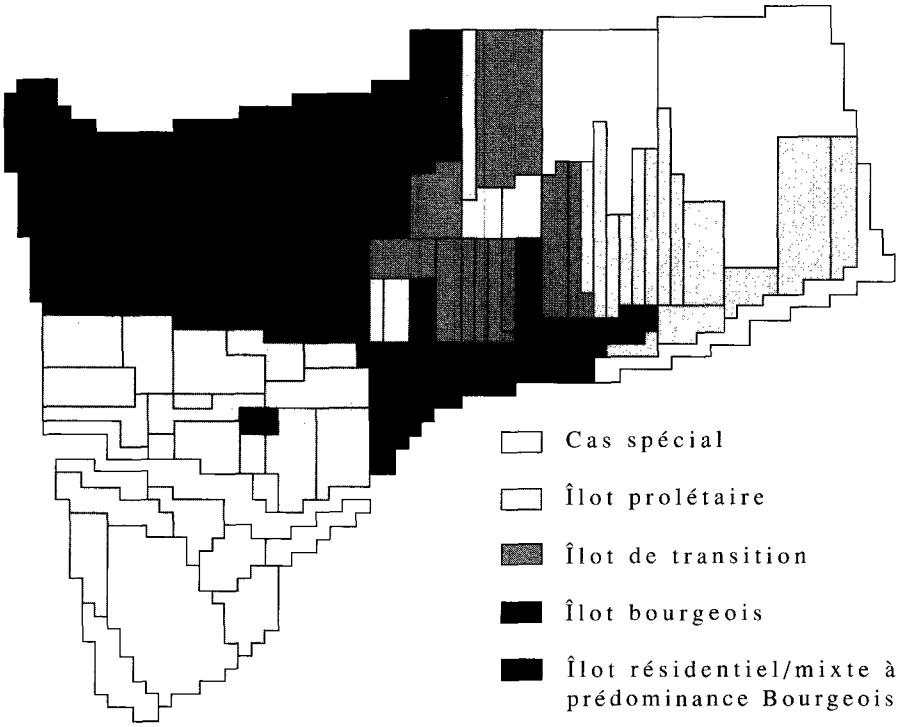
L'espace ouvrier malgré son poids démographique plus important est presque égal à l'espace bourgeois. Parmi les travailleurs qui se sont installés, certains s'y sont regroupés selon d'authentiques systèmes de voisinage que les déménagements fréquents n'ont pas compromis. La proximité d'une usine, en effet, ou l'existence de réseaux encore mal connus, fondés par exemple sur la pratique d'un même métier, ont favorisé des concentrations de travailleurs spécialisés.

L'espace intermédiaire dit transitoire serait le lieu par excellence de la mobilité sociale. Y habitent de préférence les individus (cols blancs) œuvrant dans le service public et les entreprises privées. Ces derniers annoncent la formation de la classe moyenne.

L'analyse de la structure sociale montréalaise, ainsi brossée à grands traits, révèle une ville dont l'espace est hiérarchisé à l'image de la population qui y vit. À l'intérieur de chacun des trois espaces définis à partir de la classe sociale qui y réside,

FIGURE 4

L'espace socio-économique, Montréal, 1871

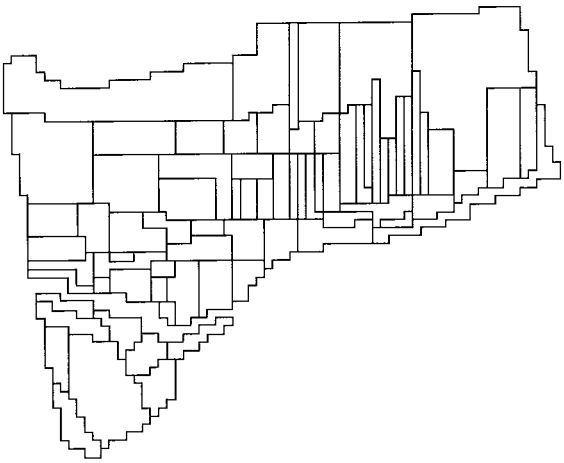


SOURCE : Recensement nominatif de 1871.

apparaissent des regroupements spécifiques d'individus pratiquant un même métier. Sherry Olson appelle ce phénomène « the residential ecology of occupations », modèle qu'elle utilise dans l'analyse du recensement montréalais de 1861 (OLSON, 1989). Elle a établi des corrélations entre les professions et l'espace qui lui permettent d'aborder la difficile question de la différenciation spatiale et socioprofessionnelle dans les villes industrielles du XIXe siècle.

FIGURE 5

Les 63 îlots de recensement de Montréal, 1871



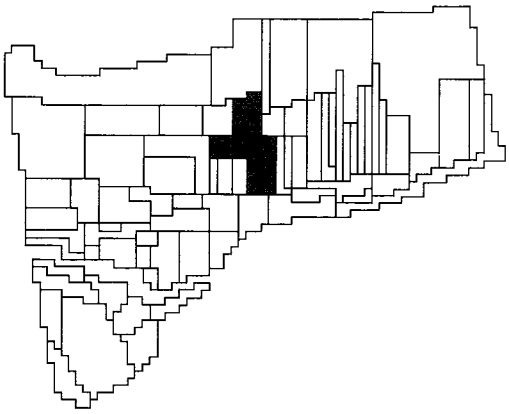
Par l'analyse multivariée et le traitement graphique de l'information, nous avons pu étudier le même phénomène, mais en 1871 cette fois[4]. Nous communiquons dès à présent quelques résultats. L'analyse dont il est question repose sur le dépouillement systématique du tableau 1 du recensement nominatif de 1871, opération qui nous a permis de retenir quelque 200 occupations pour les 63 îlots du recensement de Montréal (figure 5).

Comment les ouvriers ont-ils choisi le lieu de leur domicile ? Certains critères ethniques et sociaux ont probablement guidé leur choix. En effet, les clivages sociolinguistiques, on l'a vu, sont responsables de l'hétérogénéité du territoire urbain et lui confèrent son profil le plus original (GERMAIN, 1984, p. 199s.). S'ajoutent à cela des considérations d'ordre professionnel assez fortes pour rassembler dans les mêmes rues ou dans les mêmes îlots des gens de métiers semblables. Nous illustrerons ce phénomène par deux exemples particuliers tirés, dans un premier temps, de l'espace de transition et, dans le second, de l'espace ouvrier.

4. Grâce à l'informatique, les multiples réseaux de corrélations résultant de la combinaison des indicateurs (ici principalement des occupations) sont replacés dans leur espace réel, c'est-à-dire les îlots. Ceux-ci correspondent souvent à quelques rues sinon aux blocs dans les quartiers à forte densité démographique. Grâce à la matrice ordonnable (en abscisse les indicateurs et en ordonnée les îlots), nous obtenons une typologie propre à chaque îlot. La visualisation des corrélations et de la typologie laisse entrevoir les oppositions et les ressemblances entre les îlots, enfin leur originalité. Le rôle de l'analyse consiste à les expliquer.

FIGURE 6

Les 5 îlots de l'espace de transition, Montréal, 1871



SOURCE: Recensement nominatif de 1871.

b. *L'espace de transition*

Les 5 îlots de l'espace de transition qui retiennent notre attention, chevauchent la frontière séparant les quartiers Saint-Laurent et Saint-Louis, les îlots 33, 34 et 36 appartenant au premier, les îlots 38 et 39, au second (figure 6).

Cet espace est dit espace de transition, parce que c'est là qu'apparaissent les premiers signes de mobilité sociale. Le prolétariat, composé en bonne part des travailleurs de l'industrie, est encore relativement important, mais la structure professionnelle commence à se diversifier grâce à la présence significative d'individus assimilés à des groupes «bourgeois» dont le petit patronat, à l'administration d'entreprises privées et aux professions libérales. C'est un des rares lieux en ville où travailleurs de l'industrie et petits bourgeois (patrons, commerçants, professions libérales, commis, etc.) ont un poids démographique presque égal. Les premiers comptent, en effet, pour 35 % à 47 % de la population active, les seconds pour 35 % à 40 % (tableau 1).

Les travailleurs de l'industrie des 5 îlots de transition se répartissent dans les 14 branches d'industrie sans former de concentration significative. Cependant, si l'on considère chaque métier présent par rapport à la population active de l'îlot concerné, trois groupes de métiers émergent nettement. Ce sont les métiers du vêtement, du cuir et du bois qui représentent ensemble 61,7 % de tous les métiers recensés, les métiers du vêtement formant 32,6 % de cette main-d'œuvre dont la grande majorité est composée de femmes, en particulier des couturières et des modistes.

TABLEAU 1

Structure générale des occupations dans les 5 îlots de l'espace de transition montréalais, 1871

Occupation	Îlots				
	QUARTIER-SAINT-LAURENT		QUARTIER SAINT-LOUIS		
	33	34	36	38	39
Prolétaires	64,4 %	60,3 %	59,3 %	60,7 %	63,1 %
Ouvriers de l'industrie	37,0 %	35,5 %	43,5 %	41,9 %	47,8 %
Domestiques	17,0 %	15,9 %	7,2 %	8,5 %	6,8 %
Manœuvres	9,8 %	8,2 %	8,09 %	10,2 %	7,5 %
Patrons	15,0 %	7,08 %	10,1 %	15,8 %	10,4 %
Professions libérales *et al.*	20,5 %	32,3 %	29,7 %	23,4 %	26,1 %
TOTAL	100	100	100	100	100

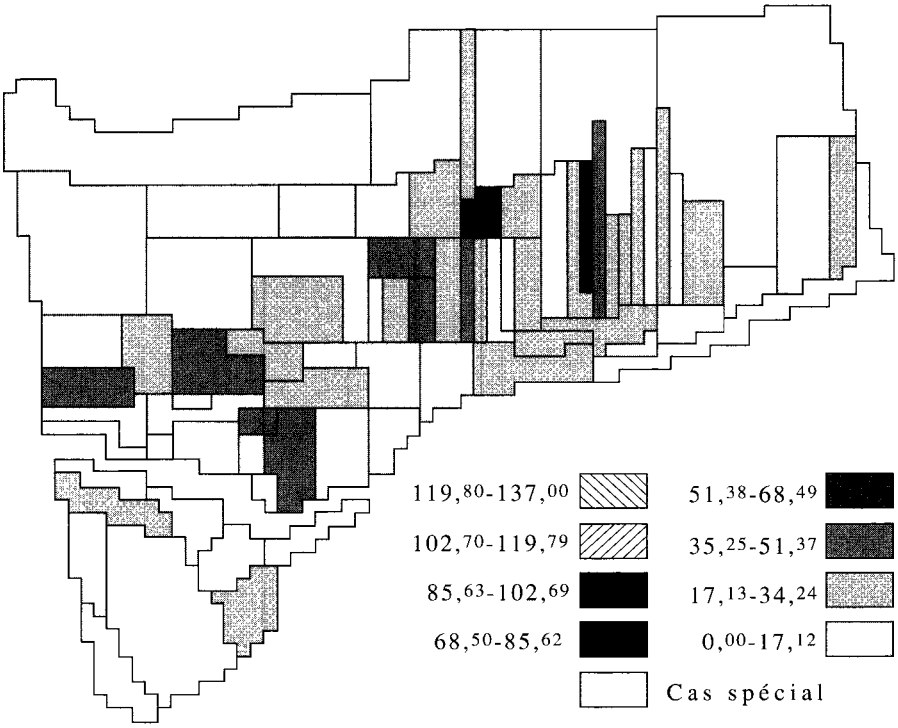
SOURCE : Recensement nominatif de 1871.

Les groupes bourgeois présents dans les 5 îlots leur donnent un profil particulier que nous désignons, faute d'une meilleure expression, par la notion moderne de «classe moyenne», principalement à cause de la présence marquée parmi eux du groupe des employés. Les commis de toutes sortes, dont les teneurs de livres, représentent, selon les îlots, entre 13% et 20% de la population active. Est-ce un hasard si ces employés ont comme voisins des membres des professions libérales (2 à 7%) dont les revenus les élèvent au-dessus de la masse sans leur permettre d'atteindre nécessairement l'aisance? Ensemble, ils forment un bloc qui n'est pas négligeable surtout quand les rejoignent les petits commerçants. En effet, les patrons qui habitent cet espace (7 à 15% de la population active) sont, par ordre d'importance, des marchands, des commerçants et des épiciers dont la clientèle semble provenir selon toutes les apparences des deux quartiers limitrophes. Leur niveau de vie semble aussi fort modeste si l'on prend pour indice la présence de domestiques à leur service qu'on retrouve en pourcentage égal (7 à 17% de la population active), dans trois des six îlots (33, 34 et 38). Les domestiques des deux autres îlots sont pour moitié des garde-malades et des femmes de journée.

L'espace de transition est donc celui de la classe moyenne, tant pour sa position géographique dans la ville que par la variété des professions. Serions-nous en présence d'une mutation de la société urbaine dont on verra l'épanouissement au siècle suivant? Cette classe moyenne aurait-elle existé sans la transformation économique de Montréal après 1850?

FIGURE 7

Répartition des couturières dans les 63 secteurs de recensement de Montréal, 1871 (nombre)



SOURCE: Recensement nominatif de 1871.

c. *L'espace ouvrier*

Notre deuxième exemple de différenciation spatiale et de spécialisation professionnelle est celui de l'espace ouvrier. Le quartier Sainte-Anne correspondrait parfaitement au modèle de partition professionnelle de l'espace. Les travailleurs qui y habitent appartiennent à deux grands groupes: d'un côté celui des manœuvres, de l'autre celui des mécaniciens ou des ouvriers spécialisés dans la transformation des métaux ferreux et non ferreux comme les cloutiers, les fondeurs, les mouleurs, les facteurs de chaudières, de scies, de moteurs, et de fils, les chaudronniers, les finisseurs, les ferblantiers.

La spécialisation professionnelle de l'espace résidentiel du quartier Sainte-Anne n'a jamais été démontrée, mais nous paraît plus que probable vu la réputation de ce

FIGURE 8

Spécialisation professionnelle dans 7 îlots de l'espace ouvrier montréalais, 1871

SOURCE: Recensement nominatif de 1871.

quartier qui passe pour avoir été le lieu du démarrage industriel au Canada. Nous porterons donc notre regard dans une autre direction sur un phénomène moins connu.

La partie est du quartier Saint-Jacques et les quelques rues qui lui sont adjacentes dans celui voisin de Sainte-Marie (figure 8) n'ont pas en 1871 la réputation du secteur industriel du quartier Sainte-Anne et de la vieille ville (BELLAVANCE, 1980), pourtant de vraies concentrations de métiers s'y présentent. Voyons cela brièvement.

Une forte majorité de travailleurs (généralement plus de 80 %) habitent les 7 îlots correspondants (tableau 2). C'est tout à fait conforme à la polarisation entre les bourgeois et les travailleurs, qui accompagne toujours l'industrialisation urbaine même si, à l'échelle de nos îlots, la bourgeoisie somme toute assez modeste est composée pour l'essentiel de commerçants, dont des épiciers et des employés au service d'entreprises privées. Point de présence significative de pensionnaires, de religieux, de rentiers dans ces rues. Moins de manœuvres (journaliers ou *factory hand*) proportionnellement aux autres îlots de l'espace dit prolétaire où ils représentent parfois jusqu'à 40 % de la population active. Nous sommes donc en présence d'un espace où domine la spécialisation professionnelle, en fait nous trouvons ici le plus fort taux de spécialisation spatiale de toute la ville: entre 50 % et 60 % de la population active se répartit dans les quatorze branches de l'industrie, c'est-à-dire que sur 2 708 ouvriers, 2 369, soit 87,4 %, appartiennent par ordre d'importance aux métiers du vêtement, du cuir, du bois et des métalloïdes. Cordonniers, couturières, charpentiers et menuisiers, tailleurs de pierres et plâtriers composent en grande partie le profil professionnel de l'espace où le poids de l'artisanat est encore important.

TABLEAU 2

Structure générale des occupations dans 7 îlots de l'espace ouvrier montréalais, 1871

Occupation	Îlots						
	QUARTIER SAINT-JACQUES					QUARTIER SAINTE-MARIE	
	51	52	54	55	56	58	59
Prolétaires	79,5 %	84,4 %	85,5 %	81,0 %	77,8 %	82,3 %	86,1 %
Travailleurs de l'industrie	52,2 %	61,3 %	62,0 %	51,6 %	46,2 %	53,5 %	60,9 %
Manœuvres	17,3 %	17,1 %	20,8 %	28,7 %	26,0 %	28,8 %	23,6 %
Patrons	7,0 %	6,8 %	7,2 %	7,0 %	7,5 %	5,9 %	4,9 %
Professions libérales/ employés	13,3 %	8,3 %	7,1 %	11,8 %	14,5 %	11,4 %	8,9 %
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100

SOURCE : Recensement nominatif de 1871.

*

* *

L'urbanisation industrielle en Occident s'effectuerait donc selon un modèle général, un pattern démographique, économique, social, qu'on peut observer à Montréal, après 1850 surtout. Comme en Europe et aux États-Unis, une croissance démographique et industrielle analogue a produit des effets comparables sur la société et la morphologie urbaines.

Si Montréal possède le profil des métropoles industrielles de son époque, elle s'en distingue aussi sur certains points qui tiennent principalement à son statut de ville coloniale et partant à l'existence sur son territoire de deux communautés assez fortes pour empêcher toute forme d'intégration unique: point de *melting pot* comme aux États-Unis mais plutôt deux systèmes intégrateurs dont on perçoit aisément les traces dans la répartition des espaces. La différenciation spatiale à Montréal ne repose donc pas uniquement sur l'ethnie comme aux États-Unis mais sur la spécialisation professionnelle de ses occupants comme en Europe et sur un authentique système de voisinage encore mal connu.

Somme toute, qu'est-ce qui distinguerait une ville industrielle d'une autre ? Ne serait-ce pas sa population et sa culture, mais surtout les modes d'appropriation de l'espace, qui transcendent peut-être les fonctions urbaines ?

Marcel BELLAVANCE

Collège militaire royal de Saint-Jean.

BIBLIOGRAPHIE

Archives nationales du Canada, *Recensement nominatif de 1871*.

BAIROCH, Paul, *De Jéricho à Mexico, villes et économies dans l'histoire*, Paris, Gallimard.
1985

BELLAVANCE, Marcel et J.-D. GRONOFF, «Les structures de l'espace montréalais à l'époque de la
1980 Confédération», *Cahiers de géographie du Québec*, 24, 63: 363-384.

BELLAVANCE, Marcel, «Quelques éléments spatiaux de la conjoncture politique québécoise en 1867»,
1980 *Cahiers de géographie du Québec*, 24, 62: 225-248.

BERTIN, Jacques, *La graphique et le traitement graphique de l'information*, Paris, Flammarion.
1977

BRADBURY, Bettina, «L'économie familiale et le travail dans une ville en voie d'industrialisation:
1983 Montréal dans les années 1870», dans: Nadia F. EID *et al.*, *Maîtresse de maison, maîtresse d'école*, Montréal, Boréal, 287-318.

Bureau fédéral de la statistique, *Recensement du Canada, 1870-1871*, Ottawa, I.B. Taylor.
1873

BURGESS, Joanne, Louise DECHÊNE, Paul-André LINTEAU et Jean-Claude ROBERT, *Clés pour l'histoire*
1992 *de Montréal. Bibliographie*, Montréal, Boréal.

CARPENTER, Philip P., «On Infantile Mortality in Large Cities», *The Year Book and Almanac of Canada*
1871 *for 1871*, Montréal, T. and R. White, 171-174.

CERDA, Ildefonso, *La théorie générale de l'urbanisation*, présentée et adaptée par Antonio LOPEZ DE
1979 ABERASTURI, Paris, Seuil.

COPP, Terry, *Classe ouvrière et pauvreté. Les conditions de vie des travailleurs montréalais, 1897-1929*,
1978 Montréal, Boréal Express.

DE BONVILLE, Jean, *Jean-Baptiste Gagnepetit: les travailleurs montréalais à la fin du XIXe siècle*,
1975 Montréal, L'Aurore.

DUBY, Georges (dir.), *Histoire de la France urbaine*, tome 4, *La ville à l'âge industriel, le cycle*
1983 *haussmannien*, volume dirigé par Maurice AGULHON, Paris, Seuil.

ENGELS, Friedrich, *La situation de la classe laborieuse en Angleterre. D'après les observations de l'auteur*
1973 *et des sources authentiques*, Paris, Éditions sociales.

FERRETTI, Lucia, *Entre voisins; la société paroissiale en milieu urbain, Saint-Pierre-Apôtre de Montréal,*
1992 *1848-1930*, Montréal, Boréal.

GERMAIN, Annick, *Les mouvements de réforme urbaine à Montréal au tournant du siècle*, Montréal,
1984 Centre d'information et d'aide à la recherche, Département de sociologie, Université de Montréal.

GOUBERT, Pierre, *L'Ancien régime. La société*, Paris, A. Colin.
1969

HOBSBAWM, Eric J., *Histoire économique et sociale de la Grande-Bretagne*, tome 2: *De la révolution*
1969 *industrielle à nos jours*, Paris, Seuil.

HOBSBAWM, Eric J., préface à ENGELS, Friedrich, *La situation de la classe laborieuse en Angleterre.*
1973 *D'après les observations de l'auteur et des sources authentiques*, Paris, Éditions sociales.

HOHENBERG, Paul M. et Lynn Hollen LEES, *La formation de l'Europe urbaine, 1000-1950*, Paris, PUF.
1992

JACQUART, Albert, *Un monde sans prison*, Paris, Seuil.
1993

LAUZON, Gilles, *Habiter un nouveau quartier ouvrier de la banlieue de Montréal ; village Saint-Augustin*
1986 *(Municipalité de Saint-Henri), 1855-1881*. (Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal.)

LAUZON, Gilles, « Cohabitation et déménagements en milieu ouvrier montréalais. Essai de réinterprétation
1992 à partir du cas du village Saint-Augustin (1871-1881) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 46, 1 : 115-142.

LEDRUT, Raymond, *Sociologie urbaine*, Paris, PUF.
1968

LEFEBVRE, Henri, « Du rural à l'urbain », Paris, *Anthropos*.
1970

LINTEAU, Paul-André, *Histoire de la ville de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Boréal.
1992

MARSAN, Jean-Claude, *Montréal en évolution, historique du développement de l'architecture et de*
1974 *l'environnement montréalais*, Montréal, Fides.

MUMFORD, Lewis, *La cité à travers l'histoire*, Paris, Seuil.
1964

OLSON, Sherry, « Occupations and Residential spaces in Neneteenth-Century Montreal », *Historical*
1989 *Methods*, 22, 3 : 81-96

PINOL, Jean-Luc, *Le monde des villes au XIXe siècle*, Paris, Hachette.
1991

RAGON, Michel, *Histoire de l'architecture et de l'urbanisme modernes, 1. Idéologies et pionniers 1800-*
1991 *1910*, Paris, Seuil.

ROBERT, Jean-Claude, *Montréal 1821-1871, aspects de l'urbanisation*, Paris, École des Hautes Études en
1977 sciences sociales. (Thèse de doctorat.)

RONCAYOLO, Marcel, *La ville et ses territoires*, Paris, Gallimard.
1990

SWEENY, Robert, « Un passé en mutation : Bilan et perspectives pour une histoire socio-économique de
1991 Montréal au XIXe siècle », dans : Jean-Pierre BRAULT, *Montréal au XIXe siècle, des gens, des idées, des arts, une ville*, Montréal, Leméac, 13-33.

TÉTREAULT, Martin, *L'état de santé des Montréalais, 1880-1914*, Montréal, Université de Montréal.
1991 (Mémoire de maîtrise en histoire.)

THORTHON, Patricia, Sherry OLSON et Quoc Thuy THACH, *Infant Mortality in Montreal in 1860 : The*
1987 *Roles of Culture, Class and Habitant*, Département de géographie, Université McGill. (Share the Spaces / Partage de l'espace, 9.)

WESTLEY, Margaret W., *Grandeur et déclin de l'élite anglo-prostestante de Montréal, 1900-1950*,
1990 Montréal, Libre Expression.

ZUNZ, Olivier, *Naissance de l'Amérique industrielle, Détroit 1880-1920*, Paris, Aubier.
1983